

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 19/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES GSM

3 rue du Charron
CS 90412
44800 Saint-Herblain

Références : N1-2024-428-Rapport

Code AIOT : 0006304186

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2024 dans l'établissement CARRIERES GSM implanté La Lande du Cens - Vay et La Grigonnais 44170 La Grigonnais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES GSM
- La Lande du Cens - Vay et La Grigonnais 44170 La Grigonnais
- Code AIOT : 0006304186
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le fonctionnement de la sablière est autorisé par arrêté préfectoral du 26/01/2010 modifié pour une durée de 17 ans. L'extraction se fait par campagnes (une campagne par an ces dernières années). Après un décapage de la zone à exploiter à l'aide d'un bull, les sables et graviers sont extraits hors d'eau en surface puis en eau à l'aide d'une pelle. Le réaménagement est réalisé au fur et à mesure de l'exploitation. Les matériaux extraits sont chargés dans un tombereau puis stockés sur un pré-stock. Les matériaux sont ensuite repris pour alimenter l'installation de traitement (lavage et criblage puis cyclonage des sables) en fonction de la commercialisation des matériaux. L'installation fonctionne en moyenne 1 semaine par mois.

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les installations suivantes ont été visitées :

- atelier, aire étanche et point de rejet du séparateur à hydrocarbures,
- point de rejet du site,
- anciens bassins d'extraction au nord-est du site, en cours d'assèchement et de réaménagement.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 7 | Surveillance des retombées de poussières | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57 | Demande d'action corrective | |
| 8 | Mesures de bruit | Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article IV.5 | Demande d'action corrective | |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|
| 1 | Extraction globale autorisée | Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4 | Sans objet |
| 2 | Côte d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article I.3.6 | Sans objet |
| 3 | Capacités de rétention | Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article II.3 | Sans objet |
| 4 | Aire de ravitaillement et d'entretien des engins | Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article II.4 | Sans objet |
| 5 | Rejets d'eau | Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article II.5 | Sans objet |
| 6 | Eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article II.6 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra conserver une partie du stock jusqu'à la prochaine campagne d'extraction pour jouer le rôle de mur anti-bruit vis-à-vis des riverains situés à l'Est.

Les mesures de rejets du séparateur à hydrocarbures doivent être réalisées avant le nettoyage de cet équipement.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Extraction globale autorisée

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4 |
| Thème(s) : Autre, Exploitation |
| Prescription contrôlée : La quantité globale autorisée à extraire est de 1 000 000 tonnes sur l'ensemble de la durée de |

l'autorisation.

Article 2 : Production moyenne autorisée : 100 000 t/an Production maximale autorisée : 150 000 t/an

Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, les informations déclarées par l'exploitant ont été consultées. L'extraction réalisée jusqu'à la fin de 2019 était de 255 kt. Les déclarations annuelles de l'exploitant indiquent les informations suivantes :

Production 2020 : 54 kt

Production 2021 : 74,4 kt

Production 2022 : 100,5 kt

Soit un total à fin 2022 de 483,9 kt.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que la production 2023 s'est élevée à environ 80 kt, soit un global de 564 kt environ.

Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Côte d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article I.3.6

Thème(s) : Autre, Exploitation

Prescription contrôlée :

La côte maximale d'exploitation sera de + 31 m NGF.

Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le plan d'exploitation du 10/10/2023. Les côtes des zones d'extraction sont à 37 m NGF au maximum.

Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Capacités de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article II.3

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Toute unité (réservoirs, fûts, bidons, bouteilles ...) susceptible de contenir des liquides inflammables, toxiques ou nocifs pour le milieu naturel doit être associée à une capacité de rétention étanche dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient associé,

- 50 % de la capacité globale des récipients associés. [...]

Elles doivent être correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer.

Constats :

Lors de l'inspection, l'atelier a été visité. Une cuve de carburants, une cuve d'ADBLUE et d'autres produits sont stockés sur une rétention. Un affichage indique le volume de la rétention ainsi que les quantités pouvant être stockées.

Le volume de la rétention est adapté aux quantités stockées le jour de l'inspection.

Il n'a pas été constaté la présence notable de produits dans la rétention.

Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Aire de ravitaillement et d'entretien des engins

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article II.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux |
| Prescription contrôlée : Les ravitaillements et les entretiens d'engins seront réalisés sur une aire bétonnée étanche aux hydrocarbures et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées seront traitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet au milieu naturel. L'efficacité de ce dispositif devra permettre d'obtenir des rejets présentant une concentration en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l selon la norme NFT 90 114 et en MEST inférieure à 35 mg/l selon la norme NFT 90 105. Le séparateur sera nettoyé aussi souvent que cela s'avérera nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. |
| Constats : Lors de la visite, il a été constaté la présence d'une aire étanche mitoyenne à l'atelier. Cette aire est orientée vers un caniveau central qui permet la récupération des éventuels déversements. Le regard et le point de rejet du séparateur à hydrocarbures relié à l'aire étanche ont été vus également. Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis la facture relative au dernier nettoyage du séparateur à hydrocarbures, réalisé le 13/02/2024 (Chimirec, facture du 26/02/2024). L'exploitant a indiqué que le nettoyage précédent avait été réalisé en février 2023. Il a également transmis le « rapport de suivi annuel 2023 » (Geoscop). Des analyses de rejet ont été réalisées le 20/03/2023 (HC<0,525 mg/l – MEST = 45 mg/l) et le 15/06/2023 (HC<0,525 mg/l – MEST = 27 mg/l). Lors de la visite, les résultats des analyses de rejet réalisées le 19/03/2024 ont été consultés. Ils sont conformes. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les analyses en sortie du séparateur à hydrocarbures doivent être réalisées avant son nettoyage afin de vérifier l'efficacité de l'équipement et la pertinence de la fréquence de son nettoyage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N°5 : Rejets d'eau

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article II.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux |
| Prescription contrôlée : Les eaux d'exhaure de la carrière, les eaux de ruissellement, les eaux issues du décanteur visé à l'article II.4 et celles de l'installation de lavage des camions ne pourront être rejetées qu'après avoir subi une neutralisation et une décantation permettant de respecter les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none">- pH entre 5,5 et 8,5- température : inférieure à 30° C- MEST < 35 mg/l (norme NFT 90 105)- DCO sur effluent non décanté < 125 mg/l (norme NFT 90 101)- Hydrocarbures < 10 mg/l (norme NFT 90 114) Ces valeurs seront mesurées sur un échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. |

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>La modification de couleurs du milieu récepteur mesuré en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. [...]</p> <p>Les éléments visés ci-dessus, seront mesurés trimestriellement[...].</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le « rapport de suivi annuel 2023 » (Geoscop). Des analyses de rejet ont été réalisées à une fréquence trimestrielle.</p> <p>En l'absence de rejet au milieu naturel au 2^{ème} et 3^{ème} trimestre 2023, les prélèvements ont été réalisés dans le plan d'eau de décantation.</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés de manière ponctuelle.</p> <p>L'ensemble des analyses de rejets respectent les valeurs limites à l'exception du paramètre MEST pour le prélèvement du 04/12/2023. Le résultat est cependant inférieur au double de la valeur limite. Les résultats des analyses réalisées le 19/03/2024 ont été consultés. Ils sont conformes.</p> <p>Les mesures de pH sont à tendance acide, tout en respectant les valeurs limites (6 ou 6,3 au niveau du rejet – 5,6 pour les prélèvements réalisés dans le plan d'eau).</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur a également été mesurée. Elle est conforme.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N°6 : Eaux souterraines

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article II.6</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les 6 mois l'exploitant réalisera une campagne de mesures des paramètres ci-dessous dans le réseau des 6 piézomètres existants et identifiés au plan ci joint (annexe 5). Les concentrations maximales admissibles sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH entre 5,5 et 8,5 - température : inférieure à 30° C - DCO < 125 mg/l - Hydrocarbures totaux < 10 mg/l |
| <p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le « rapport de suivi annuel 2023 » (Geoscop) ainsi qu'un fichier informatique permettant le suivi chronologique des niveaux piézométriques mesurés.</p> <p>La piézométrie est suivie à une fréquence mensuelle depuis 2017 (semestrielle auparavant) au niveau de 9 ouvrages.</p> <p>En 2023, les analyses ont été réalisées au niveau de 5 piézomètres. Les résultats sur les paramètres température, DCO et hydrocarbures sont conformes. En revanche, comme constaté lors des visites précédentes, le pH des eaux souterraines est à tendance acide avec des mesures de pH pouvant être inférieures à 5,5 voire atteindre 4,7 au niveau du PZ6. Ce constat a été réalisé dès 2015, avant la mise en service de l'installation de lavage.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N°7 : Surveillance des retombées de poussières

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air</p> |

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Prescription contrôlée : |
| L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. |
| Constats : |
| Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le « rapport de suivi annuel 2023 » (Geoscop). Deux campagnes de mesures des retombées de poussières ont été organisées sur le site en 2023 (du 16/05 au 15/06/2023 et du 22/08 au 21/09/2023). |
| Les concentrations mesurées au niveau des habitations sont relativement faibles (maximum à 116 mg/m ² /jour). |
| Le bilan transmis ne fait pas de commentaire par rapport aux niveaux de production du site. L'évolution historique des niveaux mesurés n'est pas présentée. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Les bilans annuels des retombées de poussières doivent intégrer des commentaires sur l'historique des mesures et son évolution éventuelle et les niveaux et périodes de production. |
| Type de suites proposées : Avec suite |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |

N°8 : Mesures de bruit

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article IV.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores |
| Prescription contrôlée : |
| Un contrôle des niveaux sonores sera réalisé au minimum annuellement par un organisme compétent et indépendant. Cette mesure établira l'émergence induite par l'activité au minimum aux points A (la Grée), B (la Métairie de Cran), C (le Cens) et D (la Place) répertoriés sur le plan joint en annexe 1. |
| Constats : |
| Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le « rapport de suivi annuel 2023 » (Geoscop). Les mesures de bruit ont été réalisées le 19/07/2023 selon la méthode d'expertise. Les mesures ont été réalisées au niveau des 4 points prévus par l'arrêté ainsi qu'au niveau d'un 5 ^{ème} point situé au nord-est du site (Billeroux). |
| La valeur d'émergence a été mesurée à 9 dB au niveau du lieu-dit La Métairie de Cran situé à l'Est du site. Elle est de 5 dB au lieu-dit Billeroux où elle atteint, sans la dépasser, la valeur limite d'émergence. |
| L'exploitant indique que le dépassement de la valeur limite d'émergence mesuré à l'Est du site est lié au bruit des engins lors de la mise en stock des matériaux lors de la dernière campagne d'extraction. En effet, les engins sont montés sur les stocks pour les constituer au plus haut. Par ailleurs, les terrains à l'Est sont plus élevés et ne sont pas protégés par le merlon périmétrique. |
| Le déstockage des matériaux est réalisé par une chargeuse et se fait par le bas, le stock faisant office de protection contre le bruit. |
| Lors des prochaines campagnes, le stock restant sera conservé et les matériaux extraits seront placés en contrebas. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant doit mettre en oeuvre les modalités de stockage et déstockage ci-dessus pour permettre le respect des valeurs limites d'émergence. |
| Type de suites proposées : Avec suites |

Proposition de suites : Demande d'action corrective